D'abord, les *« recruteurs »* frappent à la porte des familles ouïgoures. Dans une région où la menace de placement en camp de rééducation est dans toutes les têtes, qui pourrait librement refuser ces emplois ?

Ces nouveaux travailleurs sont ensuite envoyés, par train ou par avion, de la région du Xinjiang vers les zones industrielles, selon les besoins de main-d'œuvre.

Certains partent pour des usines de transformation de poisson de la province côtière du Shandong qui fournissent les supermarchés et les cantines des Etats-Unis et d'Europe.

En analysant les vidéos d'utilisateurs ouïgours des réseaux sociaux, la presse officielle et les données commerciales, les journalistes de The Outlaw Ocean Project racontent comment la mise au travail imposée par Pékin à cette minorité contamine les chaînes d'approvisionnement mondiales en poisson.

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OUÏGOURS

Comment le poisson lié au travail forcé des

Ouïgours en Chine finit dans nos assiettes

Par Ian Urbina (The Outlaw Ocean Project)

Publié le 09 octobre 2023 à 16h25, modifié le 11 octobre 2023 à 13h00

Lecture 18 min.

ENQUÊTE | **Parallèlement à l'internement pour rééducation de la minorité musulmane, la Chine a mis en place d'importants transferts de main-d'œuvre depuis le Xinjiang vers les régions industrielles. Notamment à destination des usines de poisson, dont les produits se retrouvent en bout de chaîne dans les supermarchés d'Europe ou des Etats-Unis, comme le montre l'enquête des journalistes de The Outlaw Ocean Project.**

Par un matin nuageux d'avril, plus de 80 hommes et femmes, vêtus des mêmes coupe-vent rouges, se tiennent en rangs ordonnés devant la gare de Kachgar, dans la région chinoise du Xinjiang. Ces hommes et ces femmes sont des Ouïgours, une des plus importantes minorités ethniques de Chine. Des valises à leurs pieds, le visage dur, ils regardent la cérémonie de départ organisée en leur honneur par les autorités locales. Sur une vidéo de l'événement, une femme en robe traditionnelle rouge et jaune, coiffée d'une *doppa*, le chapeau traditionnel ouïgour, virevolte sur scène. Une banderole annonce le programme : *« Promouvoir l'emploi de masse et construire l'harmonie sociale. »* A la fin de la vidéo, des images prises par drone dézooment sur les trains qui attendent de les emmener.

Ces festivités font partie d'un immense programme de transfert de main-d'œuvre organisé par l'Etat chinois, qui envoie des Ouïgours travailler dans tout le pays, notamment dans des usines de transformation de produits de la mer, lesquels sont ensuite exportés vers les Etats-Unis et l'Europe. *« C'est une stratégie de contrôle et d'assimilation,* résume l'anthropologue Adrian Zenz, spécialiste des mesures d'internement au Xinjiang. *Une stratégie conçue pour rayer de la carte la culture ouïgoure. »*

Ce programme de travail s'inscrit dans un projet plus large visant à soumettre ce peuple historiquement rétif. La Chine est dominée par le groupe ethnique des Han, mais plus de la moitié de la population du Xinjiang, une région sans accès à la mer, dans l'extrême nord-ouest du pays, se compose de minorités – pour la plupart des Ouïgours, mais aussi des Kirghiz, des Tadjiks, des Kazakhs, des Hui et des Mongols. Tout au long des années 1990, des voix ouïgoures se sont insurgées contre l'Etat chinois ; plus tard, en 2008 et 2014, des attentats à la bombe ont été commis contre des commissariats de police.

En réaction, la Chine a déployé un vaste programme répressif. Les membres des minorités musulmanes pouvaient être placés en détention pendant des mois, voire des années, pour une barbe trop longue ou pour avoir récité un verset du Coran lors de funérailles.

En 2017, le gouvernement chinois s'est lancé dans la collecte des échantillons d'ADN, empreintes digitales, scans d'iris et groupes sanguins des habitants du Xinjiang âgés de 12 ans à 65 ans, et, ces dernières années, il combine ces informations biologiques avec des données de surveillance de masse provenant de piratages Wi-Fi, de vidéosurveillance et de visites en personne chez les Ouïgours. Le gouvernement a envoyé des millions d'entre eux dans des camps de « rééducation » et des centres de détention, où ils subissent des violences. Il y est fait état de torture et de stérilisations forcées. L'administration américaine qualifie les actions chinoises au Xinjiang de *« génocide »*.

Un secteur resté sous le radar

Au début des années 2000, dans le cadre d'un programme qui sera plus tard connu sous le nom d'« Aide au Xinjiang », la Chine a commencé à envoyer des Ouïgours travailler hors de la région. En 2014, le secrétaire régional du Parti communiste chinois de l'époque, Zhang Chunxian, soulignait que travailler au *« plein-emploi »* favorisait *« les interactions, les échanges et les mélanges ethniques »*. Mais certaines publications universitaires chinoises le présentent comme un instrument visant à *« venir à bout »* du *« problème installé »* de la société ouïgoure, où l'Etat perçoit *« le nombre important de jeunes sans emploi »* comme une *« menace latente »*.

En 2019, des chercheurs de l'université chinoise Nankai, située dans la ville de Tianjin, ont eu accès à des informations concernant ce programme. Dans leur rapport, publié en ligne par inadvertance, on lit que ces transferts constituent *« une méthode importante pour réformer, mélanger et assimiler »* la communauté ouïgoure. Ces populations constituent une main-d'œuvre à bas coût pour certains secteurs de l'économie chinoise. Après le début de la pandémie de Covid-19, quand les confinements ont provoqué des pénuries de main-d'œuvre, des besoins se sont notamment fait sentir dans le secteur du poisson.

Des travailleurs transférés du Xinjiang, en Chine, attendent, dans leurs tenues coordonnées ornées d'une fleur rouge sur la poitrine, de monter dans un avion, en 2020. CHINA CIVIL AVIATION NETWORK

Julie Millsap, de l'ONG Uyghur Human Rights Project, souligne que ce programme permet à l'Etat de *« contrôler tous les aspects de la vie des Ouïgours »*. Le ministère des affaires étrangères chinois n'a pas répondu à nos questions sur ce programme, mais Wang Wenbin, un de ses porte-parole, déclarait récemment que les accusations de travail forcé ne sont qu'un *« énorme mensonge propagé par des gens contre la Chine »*. Les conséquences de cette politique répressive sont terribles : selon les Nations unies, entre 2017 et 2019, le taux de natalité au Xinjiang a chuté de près de moitié.

En 2021, le Congrès américain a adopté le Uyghur Forced Labor Prevention Act, une loi qui considère qu'une présomption de travail forcé doit s'appliquer à tous les produits fabriqués *« en totalité ou en partie »* par des travailleurs du Xinjiang ou de minorités de la région, et qu'ils doivent donc être interdits sur le marché américain. Ce texte a eu un effet retentissant. Depuis juin 2022, les douanes américaines ont saisi pour plus de 1 milliard de dollars (937 millions d'euros) de biens liés au Xinjiang, notamment des produits électroniques, des vêtements et des produits pharmaceutiques.

Mais, jusqu'à présent, le secteur du poisson est resté largement sous le radar. Or, les Etats-Unis importent environ 80 % des produits de la mer qu'ils consomment, et ce, auprès de plusieurs pays, au premier rang desquels la Chine. Ainsi, la moitié des bâtonnets de poisson servis dans les écoles publiques américaines ont été transformés en Chine, selon l'association Genuine Alaska Pollock Producers, qui regroupe les pêcheries de colin de l'Alaska. Mais en raison des nombreux échanges entre bateaux, usines de transformation et exportateurs, il est difficile de tracer l'origine exacte des produits de la mer.

La province du Shandong, géante du secteur, se situe sur la côte est de la Chine, à 2 000 kilomètres du Xinjiang, ce qui a pu contribuer à ne pas attirer l'attention. En réalité, depuis 2018, au moins un millier d'Ouïgours ont été envoyés dans des usines de transformation de poisson du Shandong. *« C'est de la livraison à domicile*, ironise l'anthropologue Adrian Zenz. *Ils collectent les Ouïgours au Xinjiang et les livrent à l'usine. »*

Des travailleurs de l'usine de transformation de poisson Yantai Sanko Fisheries, en 2021. Située dans la province côtière du Shandong, en Chine, elle emploie sur sa chaîne de production des recrues issues des minorités ethniques du Xinjiang, dont des Ouïgours, transférées là par l'Etat chinois. DOUYIN

Les journalistes étrangers ne peuvent pas travailler librement au

Xinjiang. Et les informations critiques ou non officielles sur le travail des Ouïgours sont effacées du Web chinois par les censeurs. Avec une équipe de recherche, nous avons examiné quantité de données sur la question : des centaines de pages de lettres d'information internes d'entreprises chinoises, des informations diffusées par les médias locaux, des données commerciales, ainsi que des images satellites.

Nous avons également visionné des milliers de vidéos postées en ligne (principalement sur Douyin, la version de TikTok réservée à la Chine) qui montrent des travailleurs du Xinjiang ; nous avons vérifié que l'essentiel d'entre eux s'étaient initialement enregistrés au Xinjiang et avons demandé à des spécialistes d'étudier les langues employées dans ces vidéos. Nous avons aussi fait appel à des enquêteurs pour visiter certaines usines. Ces différentes sources nous donnent un aperçu du travail forcé des Ouïgours qui se cache derrière le poisson que nous mangeons.

Quotas de « recrutement »

Tout commence généralement par quelques coups frappés à la porte. Une *« équipe de travail du village »*, composée de cadres locaux du Parti communiste chinois, rend visite à une famille ouïgoure pour proposer un *« exercice de réflexion »*, dont le but est de pousser ses membres à participer à un programme de relocalisation. Les cadres locaux ont souvent des quotas de recrutement à respecter, ils sont parfois accompagnés, lors de ces visites à domicile, de représentants d'entreprises publiques – par exemple de Xinjiang Zhongtai Group, qui a contribué au « recrutement » de 100 000 travailleurs du sud du Xinjiang et figure au classement américain Fortune Global 500. Wang Hongxin, l'ancien président de ce conglomérat, a présenté la campagne en des termes angéliques : *« Aujourd'hui, les paysans de Siyak souhaitent vivement partir de chez eux pour trouver un emploi. »* L'entreprise n'a pas répondu à nos demandes d'informations pour cet article.

Selon le discours officiel, les Ouïgours sont reconnaissants pour ces emplois, et certains le sont probablement. Dans une interview accordée à un média d'Etat, une travailleuse ouïgoure explique qu'elle et son mari gagnent à présent l'équivalent de 21 000 euros par an dans une usine de transformation de poisson, laquelle lui offre, en outre, le gîte et le couvert. Mais une directive interne classée secrète du « commandement du maintien de la stabilité » de la préfecture de Kachgar, datée de 2017, montre que les personnes qui s'opposent à leur transfert sont passibles d'emprisonnement.

Le chercheur Adrian Zenz évoque ainsi le cas d'une femme originaire de Kachgar qui, pour avoir refusé un poste en usine parce qu'elle devait s'occuper de deux enfants en bas âge, a été placée en détention. Une autre femme qui a refusé d'être transférée a été emprisonnée pour *« non-coopération »*. L'Etat chinois a également imaginé d'autres moyens de pression. Il envoie des enfants et des personnes âgées dans des structures qu'il dirige ; il peut confisquer les terres familiales. Dans un rapport d'Amnesty International de 2021, un ancien détenu de camp d'internement expliquait : *« J'ai compris que, quand un membre de la famille, un père ou un frère, est enfermé en camp, il faut travailler pour qu'il soit libéré rapidement. »*

Extrait d'une vidéo, publiée sur Douyin en 2021 par un Ouïgour, de travailleurs d'une usine de poisson assis sur des caisses destinées au marché sud-coréen. En voix off : « Nous avons travaillé hier. Nous avons travaillé hier soir. Nous sommes toujours au travail. » DOUYIN

Une fois « recrutés », les travailleurs sont rassemblés. En février 2022, par exemple, des milliers d'Ouïgours ont été conduits à une « foire à l'emploi » près d'un camp d'internement du sud-ouest du Xinjiang. Une vidéo d'un autre événement similaire montre des personnes en rangs ordonnés qui signent des contrats sous la surveillance d'individus en treillis militaire qui semblent être des cadres. La plupart des transferts se font en train ou en avion. Des images montrent des Ouïgours avec des fleurs rouges épinglées à la veste – symbole courant lors de festivités – embarquer sur des vols China Southern Airlines affrétés par les autorités du Xinjiang. La compagnie aérienne n'a pas répondu à nos questions.

Certains transferts sont motivés par une demande particulière en main-d'œuvre. Par exemple, en mars 2020, le groupe Chishan, une des plus importantes entreprises chinoises de pêche et de transformation des produits de la mer, constatait dans une lettre interne que *« la production subit une immense pression »* du fait de la pandémie. Au mois d'octobre de la même année, des cadres du Parti appartenant au détachement antiterroriste du Bureau de la sécurité publique, ainsi qu'au Bureau des ressources humaines et de la sécurité sociale, lequel gère les transferts de travailleurs, se sont réunis deux fois avec des responsables de ce groupe pour discuter de la manière de lui fournir de la main-d'œuvre supplémentaire. Quelques mois plus tard, Chishan donnait son aval pour accélérer les transferts vers ses usines. Son directeur général adjoint, Wang Shanqiang, écrit alors dans une lettre d'information de l'entreprise : *« Chishan attend avec hâte l'arrivée prochaine de travailleurs du Xinjiang. »* Chishan Group n'a pas répondu à nos demandes d'informations.

Une communication destinée aux patrons d'usine et postée sur un forum en ligne chinois promet qu'à l'arrivée de nouveaux travailleurs ouïgours ceux-ci seront soumis *« à un management de type semi-militaire »*. Plusieurs vidéos d'usines de poisson montrent que nombre de ces Ouïgours vivent dans des dortoirs. Ils seraient souvent sous la surveillance de personnel de sécurité. Un travailleur dans la province côtière du Fujian a raconté au site Bitter Winter, consacré aux droits humains et à la répression des religions en Chine, que les dortoirs ouïgours étaient régulièrement fouillés ; si un coran y était découvert, son propriétaire risquait d'être envoyé en camp de rééducation.

Surveillance et « éducation patriotique »

Pour les travailleurs venant de zones rurales du Xinjiang, la transition peut être abrupte. Pour ne pas trop brusquer les nouveaux ouvriers, ils ne sont pas tenus, dans un premier temps, à des quotas de production, selon une autre lettre d'information de Chishan. Mais, au bout d'un mois, les cadres de l'usine commencent à contrôler leur production quotidienne pour stimuler leur *« enthousiasme »*.

Une des usines Chishan dispose d'équipes de manageurs responsables de ceux qui *« ne s'adaptent pas à leur nouvelle vie »*. Il arrive que de nouvelles recrues ouïgoures soient placées sous l'aile d'ouvriers plus anciens, chargés de *« se tenir au courant de l'état d'esprit des nouveaux travailleurs »*. De surcroît, de nombreux travailleurs migrants se voient dispenser une *« éducation patriotique »*. Des photos publiées par une agence municipale montrent des membres des minorités chinoises travaillant chez Yantai Sanko Fisheries en train d'étudier un discours de Xi Jinping et d'être instruits de *« la politique ethnique du Parti »*. Yantai Sanko Fisheries n'a pas répondu à nos demandes d'informations.

Des travailleurs issus de minorités ethniques chinoises reçoivent des cours d'« éducation patriotique » dispensés à l'usine Yantai Sanko Fisheries, située dans la province du Shandong, en 2021. Ces cours sont l'un des volets de la politique de travail forcé imposée par l'Etat chinois. YANTAI UNITED FRONT WORK DEPARTMENT

Les entreprises essayent parfois de faciliter cette transition avec des services améliorés. Pour soutenir le moral de leurs troupes, certaines usines ouvrent des cantines séparées avec des repas ouïgours pour ces travailleurs transférés. Parfois même, elles organisent des événements festifs avec costumes traditionnels, danse et musique. Sur des images prises à l'intérieur d'une usine, des Ouïgours dansent dans une cafétéria, entourés de gardes de sécurité en uniforme. *« Ce genre d'événement sert à laisser penser que les politiques gouvernementales sont bien acceptées et qu'en retour le gouvernement promeut la culture ouïgoure,* souligne Rachel Harris, professeure à la School of Oriental and African Studies, à Londres. *En réalité, bien entendu, le travail à l'usine est contraint, avec la menace de l'envoi en camp, et les Ouïgours n'ont pas de marge pour faire vivre leur culture. »*

Des travailleurs d'autres industries qui ont réussi à s'échapper de ces programmes sont parfois explicitement critiques sur le sort qui leur a été réservé. En 2021, un homme, qui a été relâché d'un camp de rééducation pour être transféré dans une usine de vêtements, a raconté à Amnesty International : *« Nous n'avions pas d'autre choix que d'y aller. »* Une femme du Xinjiang, Gulzira Auelhan, a été envoyée de force dans une usine de gants. Pour avoir pleuré ou passé quelques minutes de trop aux toilettes, elle était placée sur la « chaise du tigre », qui maintient le corps en position assise en immobilisant bras et jambes, une forme de torture. *« La première fois, j'ai passé entre six et huit heures sur la "chaise du tigre" parce que je n'avais pas respecté les règles*, raconte-t-elle. *La police disait que je souffrais de troubles mentaux et que je n'étais pas dans les bonnes dispositions d'esprit. »*

« Critiques voilées » sur les réseaux sociaux

Les Ouïgours toujours à l'usine sont surveillés de très près, et un des seuls moyens de se faire une idée de leur vie est d'aller voir leurs posts sur les réseaux sociaux. A leur arrivée au Shandong, ils prennent des selfies à proximité de l'eau : le Xinjiang est, de toute

la planète, l'endroit le plus éloigné des océans. Certains postent des chansons ouïgoures aux paroles mélancoliques. Il peut, bien sûr, ne s'agir que de goûts musicaux. Mais peut-être aussi d'un moyen de partager leur souffrance en passant à travers les mailles de la censure chinoise.

En 2015, une analyse des usages d'Internet au Xinjiang constatait que *« les commentaires et les critiques de la société sont voilés derrière des métaphores, des jeux de mots sarcastiques et des références à des proverbes traditionnels et des éléments culturels ouïgours que seules peuvent comprendre des personnes issues de cette culture ou très familiarisées avec elle »*. Ces dernières années, la surveillance et la censure n'ont fait que se renforcer.

En mars 2022, un homme ouïgour en cours de transfert vers une usine de poisson du Shandong s'est filmé assis dans la salle d'attente d'un aéroport, accompagnant la vidéo de la chanson *Ketarmenghu* (« je dois partir ») et interrompant le morceau juste avant une phrase : *« A présent, nous avons un ennemi, fais attention. »* Un autre travailleur ouïgour s'est répandu en éloges sur les programmes de transfert quand il était interrogé pour des articles de la presse officiels, articles publiés avec un selfie de lui en bord de mer ; puis il a posté le même selfie sur Douyin, avec un extrait de chanson disant : *« Pourquoi faut-il souffrir davantage ? »*

Une jeune femme a posté un selfie d'elle devant une usine de poisson du Shandong, avec un extrait d'une chanson de pop ouïgoure : *« Nous sommes habitués à tant de souffrance. Sois patient, mon cœur. Ces jours passeront. »* Sur un diaporama, des ouvriers emballent du poisson dans des cartons ; une voix off commente : *« La plus grande joie dans la vie, c'est de vaincre un ennemi maintes fois plus fort que vous, qui vous a discriminé, opprimé, humilié. »*

Dans certaines vidéos, des travailleurs ouïgours expriment leur désaccord en des termes un peu moins voilés. Un homme a posté des images de lui vidant du poisson dans l'usine Yantai Longwin Food. *« Vous croyez qu'il y a de l'amour au Shandong ?*, demande la voix off. *Il n'y a que des réveils à 5 h 30 chaque matin, du travail non-stop, toujours des couteaux à aiguiser et des poissons à vider. »* Yantai Longwin Food n'a pas répondu à nos demandes d'informations. Une autre vidéo montre une ligne d'emballage de poisson :

« Combien gagnez-vous par mois ?, demande un homme.

– *Trois mille*, répond un autre, évoquant son salaire en yuans

[389 euros].

– Alors pourquoi n'êtes-vous pas content ?

– Parce que je n'ai pas le choix. »

Inefficacité des audits

Il est notoirement difficile de pénétrer les chaînes d'approvisionnement des produits de la mer. En Chine, les ONG et les journalistes ont un accès limité. Pour détecter les cas de travail forcé, les entreprises s'en remettent, en général, à des cabinets qui conduisent des *« audits sociaux »* : des inspecteurs visitent les usines pour s'assurer qu'elles respectent bien les normes de travail. Le problème, selon Scott Nova, directeur exécutif du Worker Rights Consortium, une ONG spécialisée dans la défense des droits des travailleurs, c'est que les auditeurs eux-mêmes ne sont pas formés à détecter le travail forcé organisé par l'Etat, et leurs méthodes ne sont pas adaptées.

En amont de ces audits, les usines remplissent généralement des questionnaires dans lesquels elles déclarent la présence de travailleurs originaires d'autres provinces ou de l'étranger et les langues parlées dans les équipes ; elles fournissent également la liste de leurs employés, dont certains seront sélectionnés pour être interviewés. En général, les usines qui cherchent à dissimuler la présence de migrants du Xinjiang omettent simplement de les mentionner dans les questionnaires qu'elles remplissent elles-mêmes.

Ces audits sociaux étant généralement annoncés à l'avance, les manageurs peuvent cacher les ouvriers issus des minorités. Sarosh Kuruvilla, professeur spécialisé dans les relations industrielles à l'université Cornell, a analysé plus de 40 000 audits réalisés de par le monde. Conclusion : près de la moitié ne sont pas fiables, à ses yeux. *« C'est un outil complètement défaillant,* regrette-t-il. *Une vaine formalité qui se résume, pour l'auditeur comme pour la marque, à cocher des cases. »*

Une salle de l'usine de transformation de poisson Yantai Sanko Fisheries, dans la province du Shandong, au nord-est de la Chine, où des travailleurs ouïgours transférés du Xinjiang sont susceptibles d'être employés, en 2023. DOUYIN

En 2023, nous avons chargé un enquêteur de visiter deux grandes usines de poisson de la province du Shandong, Shandong Haidu Ocean Product et Rongcheng Haibo Seafood, qui, à elles deux, gèrent environ 30 % du calamar traité en Chine. Dans l'une, il s'est vu expliquer qu'il serait impossible d'entrer dans la zone de production. Il a filmé de l'extérieur et sa vidéo montre des travailleurs en uniformes blancs semblables aux blouses que portent les chirurgiens en salle d'opération. Leurs visages étaient dissimulés par des masques sanitaires. Sans pouvoir ni leur parler ni les voir, il était impossible de dire avec certitude si certains d'entre eux étaient Ouïgours.

Ces pseudo-audits permettent aux entreprises d'affirmer qu'elles respectent leurs propres exigences. Lund's Fisheries, un grand distributeur américain de calamar qui travaille avec l'usine Haibo, impose à tous ses fournisseurs qu'ils passent des audits conçus par Sedex, le standard le plus reconnu. En mai 2022, des auditeurs sociaux de SGS, un des leaders mondiaux, ont terminé une inspection de l'usine Haibo, et les entreprises américaines ont ainsi continué à importer ses produits. Or, quand nous avons mené l'enquête de notre côté, nous avons constaté qu'en 2021 plus de 170 personnes originaires du Xinjiang travaillaient chez Haibo et qu'une demi-douzaine de travailleurs ouïgours de cette usine ont régulièrement mis des posts sur l'application Douyin tout au long de l'année 2022.

Le jour même de la visite d'inspection des auditeurs, une jeune travailleuse ouïgoure a posté des photos d'elle à côté des zones de chargement et de ce qui semble être les dortoirs. Wayne Reichle, vice-président de Lund's, explique : *« Nos fournisseurs respectent les normes de notre entreprise, qui sont plus strictes que les réglementations américaines sur les importations. »* Un porte-parole explique que l'entreprise a ouvert une enquête sur ce sujet. Chez Haidu, selon une newsletter de l'entreprise, une cantine spéciale a été ouverte pour les migrants du Xinjiang.

En réponse à nos questions, un représentant de SGS explique que les auditeurs avaient scrupuleusement fait leur travail et appliqué la méthodologie Sedex. Un représentant de l'usine Haibo écrit dans un courriel : *« Nous sommes une entreprise qui respecte la loi et les réglementations »*, et demande de ne pas diffuser de *« fausses rumeurs »*. Un représentant de l'usine Haidu affirme : *« Il n'y a pas d'usage de travailleurs illégaux du Xinjiang ou d'ailleurs, et nous avons récemment passé des audits de droits de l'homme. »*

Cet échec d'audit n'est pas un cas isolé. Au cours de nos recherches, nous avons constaté à plusieurs reprises que des Ouïgours avaient posté des vidéos d'eux-mêmes dans des usines de poisson dans les semaines autour desquelles se tenaient ces inspections. La moitié des exportateurs chinois que nous avons identifiés comme étant impliqués dans le travail forcé des Ouïgours a passé des audits auprès des leaders mondiaux du secteur. Et quantité d'entreprises affichant une certification de développement durable sont impliquées : toutes les usines dont nous avons constaté qu'elles utilisaient de la main-d'œuvre forcée du Xinjiang ont été certifiées par le Marine Stewardship Council (MSC), un label de pêche durable.

Jo Miller, responsable des relations publiques du MSC, reconnaît que l'organisation dépend des audits sociaux, lesquels présentent des *« limites significatives »*. Quand nous avons insisté auprès de responsables de Sedex, ils nous ont répondu qu'il pourrait être *« difficile et risqué pour les auditeurs eux-mêmes de reconnaître explicitement le travail forcé organisé par l'Etat »* qui *« pourrait avoir été dissimulé »*. L'organisation s'est par ailleurs engagée à mettre à jour ses recommandations sur cette question.

Les groupes de défense des droits humains insistent depuis longtemps sur l'inefficacité des audits. En 2019, Human Rights Watch déplorait que les audits sociaux n'aient pas permis de détecter les cas, fréquents, de violences sexuelles dans l'industrie textile au Bangladesh, en Inde et au Pakistan.

Ces audits sont pourtant de plus en plus répandus. Aujourd'hui, SGS propose même un service d'audit des navires de pêche qui opèrent en haute mer, extrêmement difficiles à contrôler. *« Les audits et les certifications n'arrivent même pas à détecter le travail forcé dans les usines de transformation de poisson, sur la terre*

ferme, souligne Johnny Hansen, de la Fédération internationale des travailleurs du transport. *Comment feraient-ils mieux en mer ? »*

Débouchés aux Etats-Unis et en Europe

De fait, des milliers de tonnes de produits de la mer importés d'usines utilisant le travail forcé continuent d'entrer aux Etats-Unis et en Europe. Nous avons constaté qu'au moins dix grandes entreprises de produits de la mer en Chine ont utilisé plus d'un millier de travailleurs ouïgours depuis 2018. Sur cette période, elles ont exporté aux Etats-Unis plus de 47 000 tonnes de poisson et de fruits de mer – notamment du cabillaud, du colin, des crevettes, du saumon et du crabe. Les produits de ces usines ont été vendus à de grands importateurs américains et canadiens, dont High Liner Foods. Un porte-parole de High Liner Foods explique que son fournisseur, Yantai Sanko, a été audité par un tiers en septembre 2022.

Comme les produits de la mer peuvent être mélangés à chaque étape de la chaîne, il est difficile de savoir avec certitude où finit tel ou tel lot. Mais ces importateurs ont envoyé leurs produits à des supermarchés de l'ensemble des Etats-Unis, notamment les chaînes Walmart, Costco, Kroger et Albertsons. Un porte-parole de Walmart explique que l'entreprise *« attend de tous ses fournisseurs qu'ils respectent ses standards et obligations contractuelles, notamment dans le domaine des droits humains »*. Un porte-parole d'Albertsons a fait savoir que l'entreprise allait cesser d'acheter certains produits de la mer auprès de High Liner Foods. Costco et Kroger, eux, n'ont pas répondu à nos demandes d'informations.

Ces importateurs ont également envoyé des produits à Sysco, géant de la distribution alimentaire qui fournit plus de 400 000 restaurants et cantines rien qu'aux Etats-Unis. Un porte-parole de Sysco rapporte que son fournisseur, Yantai Sanko, a passé des audits et nie avoir jamais *« employé des travailleurs dans le cadre d'un programme de transfert imposé par l'Etat »*. Ces cinq dernières années, le gouvernement américain a acheté plus de 200 millions de dollars de poisson et de fruits de mer auprès d'importateurs susceptibles d'être impliqués dans le travail forcé des Ouïgours, pour les écoles publiques, les bases militaires et les prisons fédérales. Un porte-parole du ministère de l'agriculture indique que ses agences ont l'obligation d'acheter des produits de la mer en provenance des Etats-Unis. Toutefois, selon des chercheurs, les acheteurs au niveau local pour des programmes soutenus par le gouvernement fédéral utilisent parfois des exemptions pour acheter de la nourriture et d'autres produits à l'étranger.

Les Etats-Unis ne sont, du reste, pas le seul pays à importer du poisson issu de la main-d'œuvre du Xinjiang. Des importateurs liés au travail ouïgour fournissent la plus grande usine de transformation de poisson du monde, qui appartient au géant anglo-américain Nomad Foods et se trouve à Bremerhaven, en Allemagne. Cette usine approvisionne à son tour les plus grandes marques de poisson surgelé et les plus grands supermarchés de toute l'Europe, y compris la chaîne française Carrefour, le britannique Tesco et l'allemand Edeka.

Le service de presse de Carrefour déclare que l'entreprise *« condamne fermement le recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement »* et ajoute que le groupe a ouvert une enquête, qui n'a, jusqu'à présent, pas trouvé de preuve de travail forcé. Tesco s'est refusé à tout commentaire sur ses connexions avec des fournisseurs de produits provenant d'usines utilisant des travailleurs ouïgours. Le service de relations publiques d'Edeka répond que l'entreprise n'est pas responsable des problèmes de conformité des marques qu'il distribue, telles que celles du géant des produits surgelés Nomad Foods. Au total, nous avons identifié des importations de produits de la mer issus du travail forcé ouïgour dans plus de vingt pays.

---

*Cette enquête est le fruit des travaux de The Outlaw Ocean Project, une ONG journalistique installée à Washington. Elle a été menée et rédigée par **Ian Urbina** avec **Austin Brush, Jake Conley, Joe Galvin, Maya Martin, Daniel Murphy** et **Susan Ryan.***

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot.

Ce qu'il faut savoir

The Outlaw Ocean Project est un collectif de journalistes basé à Washington, qui réalise des enquêtes sur les droits de l'homme, le travail et les problèmes environnementaux sur les deux tiers de la planète couverts par de l'eau. Il a été

monté par le reporter Ian Urbina, qui a auparavant passé dix-sept ans au *New York Times*. Les deux dernières enquêtes de ce collectif, réalisées avec *The New Yorker*, sont publiées simultanément par le magazine américain en anglais, *Le Monde* en français, *Die Zeit* en allemand, et *El Pais* en espagnol. Elles racontent d'une part le coût humain de la pêche massive au calamar pratiquée par la Chine et, d'autre part, comment le travail forcé imposé par Pékin à la minorité ouïgoure touche toute la chaîne d'approvisionnement en produits de la mer, jusqu'aux supermarchés aux Etats-Unis ou en France.

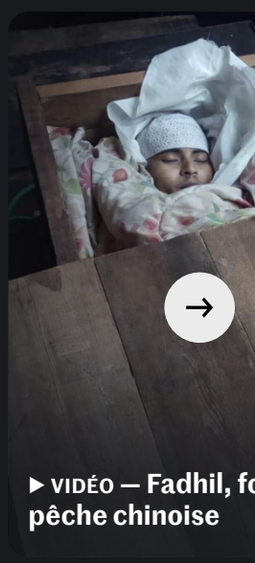
THE OUTLAW OCEAN PROJECT

A l'issue de quatre années d'enquête, les journalistes du collectif The Outlaw Ocean Project révèlent comment les transferts de main-d'œuvre imposés par la Chine aux Ouïgours vers les usines de poisson chinoises touchent toute la chaîne d'approvisionnement, de l'Europe aux Etats-Unis, et le coût humain de la course effrénée à la pêche pratiquée par la Chine sur les mers du globe.

Comment le poisson lié au travail forcé des Ouïgours finit dans nos assiettes

Ouïgours : des usines chinoises de poisson fournissant supermarchés et marques en France suspectées de travail forcé

La Chine étend son empire sur les océans



▶ VIDÉO — Fadhil, fo pêche chinoise

Ian Urbina
The Outlaw Ocean Project